

Corrigé exercice 06.01 : Cas consulte

Cet exercice a pour finalité de déterminer la catégorie de revenu imposable (BIC, BNC, BA, TS, etc...). Il est particulièrement important de connaître sa catégorie d'imposition car les règles de détermination du résultat varient selon ces différentes catégories.

1 : Il s'agit d'une activité commerciale par nature, l'ensemble des profits réalisés par M. Fourné relève donc des BIC (activité d'hôtelier-restaurateur, activité de traiteur).

2 : Les activités extractives **non minières** présentent un caractère civil en droit privé. Fiscalement, ce sont des activités commerciales par nature. Les résultats de l'entreprise de M. Leroc Edmond sont donc sujets à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des BIC. Les revenus de son fils Étienne sont imposables dans la catégorie des traitements et salaires.

3 : M. Joubi est un façonnier ; son travail consiste à fabriquer des bijoux et joyaux à partir de matières premières qui lui sont fournies. À la différence d'un salarié, il n'y a pas de lien de subordination entre lui et l'entreprise qui recourt à ses services. Il s'agit bien d'une activité commerciale par nature, M. Joubi est imposé dans la catégorie des BIC.

4 : Compte tenu du nombre de transactions réalisées, M. Faipalour exerce réellement une activité de marchand de biens, et non la simple gestion de son patrimoine privé. En effet, les opérations sont habituelles et les biens sont acquis en vue de leur revente. Les profits réalisés sur ces opérations sont imposables en BIC. Il n'existe malheureusement pas de règles précises permettant de déterminer si les opérations réalisées relèvent d'une activité commerciale ou de la gestion de patrimoine privé. Seule l'analyse des conditions de fait peut permettre d'apporter une solution, bien souvent contestée par les contribuables concernés.

5 : M. Dubor donne en location un établissement commercial muni du matériel nécessaire à son exploitation. Il s'agit d'une activité commerciale par assimilation imposable en BIC. M. Demer est gérant libre du fonds de commerce pour l'exploitation de l'hôtel de tourisme ; il est lui aussi imposé en BIC sur les résultats réalisés.

6 : M. Grole exerce une activité commerciale par nature (dans ce cas précis, il s'agit d'une activité industrielle). Sont également imposés en BIC les produits tirés de la location des maisons louées au personnel, dans la mesure où ces dernières figurent à l'actif d'une entreprise relevant des BIC. Par contre, les revenus tirés de la location de l'immeuble de rapport relèvent des revenus fonciers. Le revenu en nature représenté par la jouissance de la maison dont il est propriétaire n'est pas imposable.

7 : M. Bouate vend les produits de son exploitation agricole après les avoir transformés (essentiellement des opérations de conditionnement). L'ensemble des résultats tirés de cette activité est imposé dans la catégorie des bénéfices agricoles, puisque 3 conditions sont respectées, à savoir :

- les produits transformés proviennent exclusivement de son exploitation ;
- les produits transformés sont destinés à l'alimentation humaine ;
- les ventes ne sont pas réalisées dans un magasin de vente au détail distinct de l'exploitation agricole

8 : À la différence du cas précédent, M. Laplume procède à la vente de ses produits en partie dans un local spécialement aménagé. Il peut cependant déclarer la totalité de ses résultats dans la catégorie des bénéfices agricoles, compte tenu du caractère accessoire des ventes réalisées dans ce local. Les recettes de ces dernières sont en effet inférieures à 30 % du chiffre d'affaires réalisé avec les grandes surfaces, et ne dépassent pas 50 000 € TTC (de plus, la TVA relève du taux de 5,5 % sur ces ventes).

9 : M. Lacorne exerce une activité commerciale par nature (marchand de bestiaux), et une activité agricole (éleveur). Il doit être fait application des dispositions de l'article 155 du Code Général des Impôts, et l'activité d'éleveur, compte tenu de son caractère accessoire, sera rattachée à l'activité commerciale. En conséquence, M. Lacorne doit être imposé dans la catégorie BIC pour l'ensemble des profits retirés de ses deux activités.

10 : Les avocats d'affaires sont considérés comme exerçant une activité passible des bénéfices non commerciaux, non seulement pour leurs consultations mais également pour les opérations d'entremise rattachées à l'activité non commerciale. M. Cause est imposé dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (BNC) pour l'ensemble des revenus tirés de ses activités.

11 : Le cas de M. Lacasse est intéressant, car il est à la limite entre l'activité purement non commerciale (activité d'enseignement), et l'activité proprement commerciale (gestion du personnel, gestion administrative et commerciale d'une entreprise). Là encore, il n'y a pas de règle précise (et définitive) quant au rattachement à une catégorie ; seule une analyse des conditions d'exploitation de l'activité de M. Lacasse peut permettre de la qualifier. Compte tenu de la jurisprudence existante en la matière, il est possible de considérer que l'activité relève des bénéfices non commerciaux, essentiellement parce que M. Lacasse participe toujours activement au travail d'enseignement de la conduite.

12 : Si les actes médicaux relèvent des bénéfices non commerciaux, une clinique est considérée comme une entreprise commerciale. En conséquence, la clinique exploitée par M. Ologue doit être imposée en BIC. En revanche, l'activité de médecine libérale exercée l'après-midi est imposable dans la catégorie des bénéfices non commerciaux.

13 : La société en nom collectif est une société de personnes. Les résultats dégagés par cette société ne sont pas imposés au nom de la société, mais au nom des associés ; c'est le principe de la transparence fiscale des sociétés de personnes au regard de la taxation des bénéfices ou pertes réalisés (voir chapitre 14). L'activité étant commerciale par nature, MM. Pin et Demy sont imposés personnellement dans la catégorie des BIC sur les résultats réalisés par la société, en proportion des droits qu'ils y détiennent.